



## Discours de François Villeroy de Galhau : « Le défi d'une gouvernance économique efficace à l'échelle européenne pour contribuer à une communauté internationale prospère »

Lors du « Forum des marchés émergents » qui se tenait à Paris le 11 avril, François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France s'est prononcé pour la création d'un poste de ministre des Finances de la zone euro. Même si de fortes réticences existent au sein des gouvernements en ce qui concerne le « partage des ressources budgétaires et de la souveraineté », le Gouverneur de la Banque de France souhaite « faire valoir des arguments économiques pour promouvoir une gouvernance de la zone euro plus solide ». Pour François Villeroy de Galhau « L'absence de coordination a un vrai coût économique ». Ainsi « Pour faire avancer le débat, il faut opérer trois choix fondamentaux : Premièrement, progresser en parallèle sur les réformes nationales et la coordination européenne. (...) Deuxièmement, nous devons reconnaître que les « institutions avec mandat » sont plus efficaces que les « règles sans institutions ». Pour renforcer la cohérence et la coordination des politiques économiques, (...) nous avons besoin de règles plus simples. Mais elles doivent être complétées par des institutions fortes dotées de pouvoirs discrétionnaires. (...) Troisièmement, il y a place pour un niveau intermédiaire d'intégration (...). Je l'appellerai « pleine coordination des politiques économiques nationales », le chaînon actuellement manquant entre intégration complète, du type de celle de la politique monétaire, et la surveillance fondée sur des règles ». Les missions principales d'un ministre des Finances pourraient être au nombre de quatre. 1/ Il serait chargé « de la préparation d'une stratégie collective à l'échelle de la zone euro ». 2/ Il serait « responsable de la surveillance de la mise en œuvre de la stratégie collective ». 3/ Il serait également responsable « de la mise en œuvre de la gestion de crise centralisée ». 4/ « Enfin, au fur et à mesure de l'intégration, le ministre pourrait se voir confier la gestion du fonds de convergence de la zone euro, évoluant vers un budget de l'euro ». Selon François Villeroy de Galhau « Pour la zone euro, pour ses citoyens, 2016-17 est le moment décisif pour agir. »

[Cliquez ici pour accéder au discours de François Villeroy de Galhau](#)

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

### Union européenne

**BCE : Réunion du Conseil des gouverneurs du 21 avril 2016**

À l'issue de la réunion du 21 avril 2016 du Conseil des gouverneurs, Mario Draghi a déclaré : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire, nous avons décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. Selon nous, les taux directeurs devraient rester à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée, et bien au-delà de l'horizon fixé pour nos achats nets d'actifs. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous avons commencé, comme décidé le 10 mars 2016, à porter à 80 milliards d'euros, contre 60 milliards d'euros précédemment, nos achats mensuels effectués dans le cadre du programme d'achats d'actifs ». Il a également déclaré « (...) en juin, nous réaliserons la première opération de notre nouvelle série d'opérations de refinancement à plus terme ciblées (TLTRO II) et nous effectuerons nos premiers achats dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur des entreprises (corporate sector purchase programme, CSPP). (...) À la suite de la vaste série de décisions que nous avons prises début mars, les conditions de financement globales se sont améliorées dans la zone euro. Les répercussions des mesures de relance monétaire sur les entreprises et les ménages, notamment à travers le système bancaire, se renforcent. Toutefois, les incertitudes au niveau mondial persistent. Pour la période à venir, il est essentiel de conserver une orientation accommodante appropriée de la politique monétaire aussi longtemps que nécessaire pour soutenir la dynamique de la reprise économique en cours dans la zone euro et accélérer le retour de l'inflation vers des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 %. Le Conseil des gouverneurs continuera de suivre attentivement l'évolution des perspectives en matière de stabilité des prix et agira, le cas échéant, en utilisant tous les instruments à sa disposition dans le cadre de son mandat pour atteindre son objectif. Dans le contexte actuel, il est crucial de veiller à ce que l'environnement de très faible inflation ne se traduise pas par des effets de second tour sur les processus de fixation des prix et des salaires ».

[Cliquez ici pour télécharger la déclaration](#)

### Union européenne

#### Chômage

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,3 % en février 2016, en baisse par rapport au taux de 10,4 % enregistré en janvier 2016 et à celui de 11,2 % de février 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis août 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,9 % en février 2016, stable par rapport à janvier 2016, et en baisse par rapport au taux de 9,7 % de février 2015. Il s'agit du taux le plus faible dans l'UE28 depuis mai 2009. Eurostat estime qu'en février 2016, 21,651 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,634 millions dans la zone euro. Par rapport à janvier 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 59 000 dans l'UE28 et de 39 000 dans la zone euro. Comparé à février 2015, le chômage a baissé de 1,971 million de personnes dans l'UE28 et de 1,303 million dans la zone euro.

### Publications au Journal officiel

Ordonnance n° 2016-415 du 7 avril 2016 relative à l'économie sociale et solidaire dans le département de Mayotte

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032372213&categorieLien=id>

Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032295952&categorieLien=id>

## SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

### L'économie de la Guadeloupe en 2015 : une fragile amélioration

L'année 2015 ne marque pas de tournant déterminant malgré l'amélioration de certains indicateurs économiques, insuffisante pour attester d'un redressement réel de l'économie guadeloupéenne.

Pour la première fois depuis mi-2012, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'inscrit au-dessus de sa moyenne de longue période, révélant l'opinion favorable des chefs d'entreprise sur l'évolution de leur activité. Cette amélioration intervient dans un contexte inflationniste faible. Les moteurs traditionnels de la croissance, la consommation et l'investissement, progressent après avoir marqué le pas en 2014 et se traduisent notamment par une hausse des importations. Malgré une meilleure orientation, le marché du travail demeure sous tension. La création d'entreprises diminue pour la quatrième année consécutive, touchant principalement les secteurs de la construction et de l'industrie. Au niveau sectoriel, l'évolution de l'activité est contrastée. Si l'activité se redresse dans les secteurs du commerce et du tourisme, la morosité s'installe durablement dans le secteur du BTP qui souffre d'un manque d'activité et de perspectives. Dans le secteur primaire et de l'agroalimentaire, l'activité est mitigée.

Dans ce contexte, le système bancaire poursuit son soutien au financement de l'économie. Les encours de crédits sont dynamiques, principalement tirés par les ménages, avec une très nette reprise des crédits à la consommation et à l'habitat. Les entreprises et les collectivités, qui ont eu davantage recours aux crédits d'investissement, contribuent également à la progression de l'encours total.

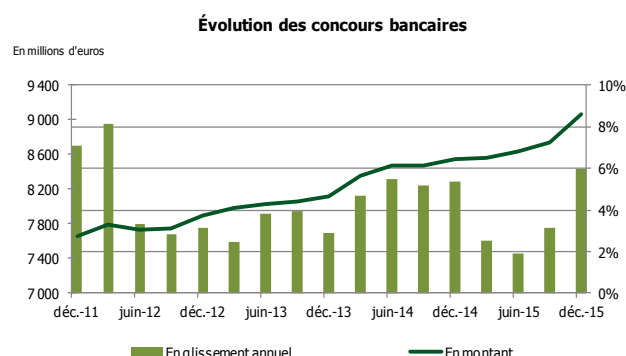
Cette note publiée par l'Iedom Guadeloupe est téléchargeable librement sur le site : <http://www.iedom.fr/>

### Évolutions monétaires à la Guadeloupe au deuxième semestre 2015

L'activité bancaire progresse dans le département au deuxième semestre 2015 : l'encours sain total est en hausse de 5,0 %.

Le rythme de croissance des crédits aux entreprises s'accélère au deuxième semestre 2015 (+2,3 % après +0,4 % au premier semestre) dans un contexte d'amélioration du climat des affaires en fin d'année. L'activité de crédit aux ménages est dynamique et s'établit à 3,6 milliards d'euros à fin décembre 2015 : le financement de l'habitat (69,5 % de l'ensemble des crédits aux ménages), progresse de 8,0 % sur les six derniers mois de l'année et l'encours des crédits à la consommation repart à la hausse à fin décembre 2015 (+9,5 % en glissement semestriel). Cette évolution va de pair avec le rebond des immatriculations de véhicules neufs enregistrées dans le département en fin d'année.

Enfin, les actifs financiers des agents économiques progressent à fin décembre 2015. À 8,0 milliards d'euros, l'encours croît de 3,2 % au deuxième semestre



Cette note publiée par l'Iedom Guadeloupe est téléchargeable librement sur le site : <http://www.iedom.fr/>

### En 2015, les prix à la Guadeloupe restent plus élevés qu'en métropole

Selon l'enquête de l'Insee menée en 2015, le niveau général des prix à la consommation en Guadeloupe est supérieur de 12,5 % à celui de l'Hexagone. Cet écart de prix est en grande partie imputable à la cherté des produits alimentaires au sein de l'archipel. En tenant compte de la différence des modes de consommation en Guadeloupe, les prix des produits alimentaires sont en moyenne supérieurs à ceux de la métropole de 32,9 %. Les communications (Internet, téléphonie, envois postaux) constituent la deuxième explication à cet écart. Enfin, les services de santé, et plus particulièrement les produits pharmaceutiques, coûtent 18,7 % plus chers aux ménages de la Guadeloupe qu'à ceux de métropole. Enfin, il est à noter que cette différence de prix s'est aggravée dans les temps, avec un écart qui était de 8,3 % en 2010.

Source : <http://www.insee.fr>

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Secteur de la banane, une avancée pour le projet 100 000 tonnes

La Région a confirmé son soutien aux producteurs de bananes de Guadeloupe dans le cadre du projet 100 000 tonnes d'ici 2020. Ces derniers bénéficient aujourd'hui de 77 000 tonnes de référence. Cependant, toute production dépassant ces références ne bénéficie d'aucun soutien, et c'est à ce niveau qu'interviendra la Région, avec l'État, afin d'atteindre l'objectif fixé. L'augmentation de la production de 23 000 tonnes de bananes supplémentaires entre 2016 et 2020 fera donc l'objet d'une aide compensatoire de 404 euros par tonne. Ce projet devrait permettre à terme l'installation de 40 jeunes producteurs et de la création de 500 emplois directs.

## Accord régional du plan logement Outre-mer

Depuis 2006, le parc de logement s'accroît de 9 % en Guadeloupe. Chaque année, un tiers des habitations construites le sont au titre du logement social, qui constitue un parc estimé à 78 logements locatifs pour 1 000 habitants. Toutefois, les 1 200 logements qui devraient être livrés en 2016 ne permettront pas de combler la demande de logement social estimée à plus de 10 000 par le Conseil départemental de l'habitat (CDHA). À l'issue de la séance du Conseil du 12 avril 2016, le Préfet de Région a signé avec l'ensemble des partenaires, l'accord régional du plan logement Outre-mer devant permettre la construction d'un plus grand nombre de logements sociaux adaptés, la rénovation du parc de logements existant et la conduite des opérations d'aménagement afin d'intégrer les nouveaux chantiers.

## XII<sup>e</sup> Conférence de coopération régionale Antilles-Guyane

Espace de concertation en matière de coopération régionale, cet évènement qui s'est tenu les 31 mars et 1<sup>er</sup> avril à Cayenne, a réuni près de 250 participants dont les ambassadeurs de France de la région Caraïbe, le député de la Martinique ou encore les présidents de région et des collectivités territoriales. Marlène Mélisse, présidente de la commission Affaires juridiques et coopération et Ary Chalus, président du Conseil régional, ont participé à cet évènement, au cours duquel de nombreux sujets ont été évoqués dont l'insertion institutionnelle des CFA dans la Caraïbe, la circulation des personnes, les opportunités d'affaires et les dispositifs d'accompagnement des entreprises à l'export. Ces deux journées d'échange ont été introduites et conclues par la Ministre des Outre-mer, Madame George Pau-Langevin.

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Saint-Barthélemy, la Collectivité vote son budget pour 2016

Lors du Conseil territorial du 31 mars 2016, les élus ont voté le budget 2016, s'appuyant sur les 28 millions d'euros reportés de l'exercice précédent, dont 21 le sont au titre du solde de la DGC. Si du côté des recettes, les prévisions restent les mêmes, avec 46 millions d'euros attendus de la fiscalité en 2016, les dépenses devraient pour leur part, augmenter notablement. La délégation de service public pour la gestion du centre de propreté, la création d'une chambre détachée du TGI de Basse-Terre à Saint-Martin, ou encore les investissements liés au déploiement de la fibre optique, à l'aménagement du territoire et aux opérations portuaires, sont autant de nouvelles dépenses qui devraient incomber à la Collectivité en 2016.

### Saint-Martin, le nouveau Code de l'entreprise en Outre-mer disponible

Le président de la Chambre consulaire interprofessionnelle de Saint-Martin (CCISM) a présenté le nouveau Code de l'entreprise en Outre-mer. Ce recueil, réalisé par une équipe pluridisciplinaire, regroupe l'ensemble des principales dispositions législatives et réglementaires applicables au monde de l'entreprise, et plus globalement, régissant la vie économique en Outre-mer. En permettant un accès simplifié à ces textes, ce Code constitue un nouvel outil de travail, devant permettre de contribuer au développement économique.

## PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 2015)	Guadeloupe France entière	Février	2016	99,3 99,3	0,0 % 0,3 %	0,0 % -0,2 %	
<b>Demandeurs d'emploi</b> (Source : Direccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Février	2016	56 370	-0,1 %	-2,0 %	
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Février	2016	28,3 198,0	- -	-10,5 % -46,7 %	
<b>Créations d'entreprises</b> (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Février Cumul annuel	2016	378 736	5,6 % -	17,0 % 5,1 %	
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (Source : Jedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Mars	2016	19 003 417	1,8 % -9,5 %	-4,5 % -18,6 %	

INDICATEURS SECTORIELS						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (entrées + sorties, hors transit)		Mars Cumul annuel	2016	217 119 637 345	3,5 % -	13,6 % 10,2 %	
<b>Trafic maritime</b> (Source : Guadeloupe Port Caraïbe)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Février	2016	236 747 106 029	-8,5 % -1,1 %	6,8 % 2,0 %	
<b>Immatriculations</b> (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Mars Cumul annuel	2016	1 217 3 646	9,0 % -	-11,5 % -2,0 %	
<b>Consommation de ciment</b> (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Mars Cumul annuel	2016	16 921 47 325	7,7 % -	-8,5 % -3,0 %	

# ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Publication : « Tendances conjoncturelles »

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse à nouveau au quatrième trimestre 2015 (+2,3 points) pour s'établir à 86,2 points. Il reste néanmoins à 13,8 points en deçà de sa moyenne de longue période. La composante passée contribue positivement à l'évolution de l'indicateur (+1,9 point) alors que la contribution de la composante future se réduit très légèrement (+0,4 point après +0,6 point au trimestre précédent). Les entrepreneurs restent peu enclins à investir à l'horizon d'un an.

Cette publication de l'Iedom est disponible gratuitement sur le site [www.iedom.fr/Guyane](http://www.iedom.fr/Guyane).



## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Carburants

L'arrêté préfectoral établi, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2016, le prix de vente au détail pour le gazole à 1,22 €/litre (+6 centimes) et à 1,43 €/litre pour l'essence (+3 centimes). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 19,68 € contre 19,65 € en mars, soit une hausse de 3 centimes.

### Prix à la consommation

En février 2016, les prix à la consommation des ménages en Guyane poursuivent leur tendance à la baisse avec un recul de 0,3 % (après -0,4 % pour le mois précédent). Cette baisse trouve son origine principalement dans celle des prix de l'énergie (-3,0 %), en raison d'un retrait significatif sur le poste des produits pétroliers (-4,1 %).

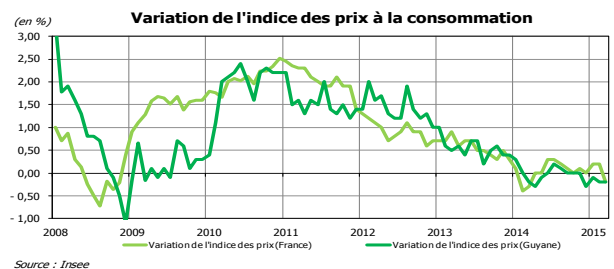
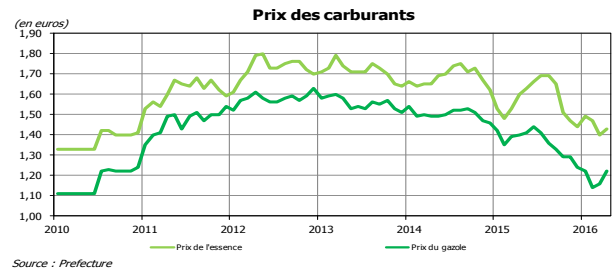
Sur un an, l'indice des prix en Guyane recule de 0,2 %. Les prix de l'énergie et des produits manufacturés ont diminué (respectivement de -3,7 % et -0,7 %) alors que ceux des produits de l'alimentation et des services progressent (respectivement de +0,8 % et +0,3 %). En glissement annuel, l'inflation en Guyane reste en dessous des valeurs constatées en Guadeloupe (+0,0 %), en Martinique (+0,3 %) et à la Réunion (+0,6 %), mais se situe au même niveau que celle observée en France hexagonale (-0,2 %).

### Visite ministérielle

La ministre des Outre-mer, Mme George Pau-Langevin était en déplacement en Guyane du 30 mars au 1<sup>er</sup> avril. Peu de temps après son arrivée sur le territoire, elle a été reçue par le président de la CTG, M. Rodolphe Alexandre. Pendant son séjour, elle a procédé à l'ouverture et à la clôture de la 21<sup>e</sup> conférence de coopération régionale qui s'est tenue à l'université de Guyane (UG), à la pose symbolique de la première pierre de l'éco-quartier de Vidal à Rémire-Monjoly, ainsi qu'à la décoration par la médaille de l'ordre national de la Légion d'honneur de Mme Marie-Laure Phinéra-Horth, l'actuelle maire de Cayenne. Elle s'est rendue sur différents sites afin d'échanger avec le public (rencontre avec les lycéens du lycée Félix Eboué de Cayenne), de constater les avancées des projets entrepris (le chantier du nouveau pont de la Comté, l'institut thérapeutique éducatif et pédagogique de Roura et la nouvelle unité de production de l'usine Cogumer), et de promouvoir la lutte contre l'habitat insalubre (visite du quartier de Cogneau Lamirande à Matoury) et contre la pêche illicite (visite de la base navale de Dégrad-des-Cannes). Enfin, elle a accordé un financement annuel de 50 k€ au Conseil consultatif des populations Amérindiennes et Bushinenge (CCPAB) au cours de l'année 2016.

### BTP

Lors de son déplacement en Guyane, la ministre des Outre-mer, Mme George Pau-Langevin a annoncé le lancement d'une opération d'intérêt national (OIN) en réponse à la crise du logement et à la forte croissance démographique en Guyane. En effet, la ministre des Outre-mer ainsi que la ministre du Logement, Mme Emmanuelle Cosse, ont reçu le 29 mars 2013 le rapport « Opportunité et faisabilité d'une opération d'intérêt national (OIN) en Guyane », rédigé par deux membres du conseil général de l'Environnement et du Développement durable (CGEDD), Philippe Schmit et Philippe Bonnal, en concertation avec les élus locaux concernés, l'Etat et les acteurs environnementaux. Pour mémoire, l'OIN est un dispositif transférant à l'Etat les compétences en matière d'urbanisme au sein d'un périmètre déterminé et pour lequel l'Etat est la seule autorité à pouvoir délivrer un permis de construire. Cette OIN permettra non seulement de lutter contre le déficit annuel de logements, mais également de relancer la commande publique. Elle interviendra dans trois zones prioritaires : la CACL, le Nord-Ouest de la Guyane (Saint-Laurent du Maroni, Mana et Apatou) et la ville de Kourou. Ainsi, dès cette année une enveloppe de 2 M€ sera attribuée suivie d'une autre de 4 M€ prévue en 2017. Par ailleurs, le gouvernement s'est engagé à céder, sans contrepartie financière, le foncier de l'Etat intégré au périmètre retenu pour l'OIN (soit près de 1 700 ha sur un total de 5 230 ha) à l'Etablissement public d'Aménagement de la Guyane (EPAG), chargé de conduire l'opération. Les travaux dans le cadre de l'OIN devraient débuter en 2018 et les premiers logements pourraient être livrés d'ici 2020.



Dans le cadre du contrat de plan Etat-Région (CPER) 2015-2020, une enveloppe de plus de 100 M€ de crédits est accordée pour financer les travaux de modernisation des deux routes nationales (RN1 et RN2). Le secrétaire d'Etat chargé des transports, M. Alain Vidalies, a en outre annoncé le 29 mars dernier, qu'à cette première enveloppe viendra s'ajouter une autre de 12 M€ dans le cadre du plan d'investissement exceptionnel pour l'entretien du réseau routier national en 2016. Cette somme permettra de financer neuf opérations de réaménagement sur la RN1 et RN2.

## ACTUALITES RÉGIONALES

### Panama

Le pays est secoué depuis le début du mois d'avril par le scandale international des « Panama papers », portant sur la publication de plus de 11 millions de documents confidentiels appartenant au cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca depuis sa création en 1977. En effet, ces documents ont permis à l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ), une organisation d'échelle internationale de journalistes d'investigation, de mettre en lumière un vaste système d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent organisé par l'intermédiaire de Mossack Fonseca. Le cabinet était chargé de créer dans divers paradis fiscaux internationaux (le Panama, la Barbade, les îles Vierges, les Bahamas, les Seychelles, etc.), plusieurs sociétés « offshore » pour le compte de ses clients, leur donnant ainsi les moyens de dissimuler d'importantes sommes d'argent par l'intermédiaire de prête-noms. A la suite de ces divulgations, le pays a été réinscrit le 8 avril sur la liste noire française des Etats et territoires non coopératifs. Par ailleurs, le Forum mondial OCDE a lancé un système d'échange automatique multilatéral de renseignements à des fins fiscales dans plus de 90 juridictions. Ces dernières se sont engagées à débiter les échanges automatiques d'ici deux ans, à l'exception du Panama.

### Haïti

Entre octobre 2015 et février 2016, les migrants ont transféré 684,5 Millions de dollar US vers Haïti, soit une progression de 8,2 % par rapport à la même période un an auparavant. Toutefois, cette progression n'a pas eu d'impact sur la monnaie du pays dont la valeur face à celle du dollar a chuté de 30,84 % en glissement annuel en avril.

Depuis trois années successives, le pays fait face à une forte sécheresse accentuée en début d'année 2015 par le phénomène météorologique mondial « El Niño ». Ces phénomènes climatiques ont eu pour effet d'accroître l'insécurité alimentaire qui, selon le Programme Alimentaire Mondial (PAM) des Nations Unies, toucherait actuellement près de 3,6 millions d'haïtiens. La production agricole, moteur de l'économie haïtienne, a chuté de moitié par rapport à une année sans sécheresse. Le secteur agricole employant 50 % de la population active pour un revenu journalier inférieur à 2 dollars US a donc fortement été affecté par cette chute de la production. L'épidémie de choléra qui persiste en raison d'un manque d'accès à l'eau potable, concerne actuellement près de 42 % de la population, augmentant ainsi les risques de propagation de cette maladie. Peu diversifiée, l'économie du pays doit composer avec les menaces naturelles, les risques sanitaires et les déséquilibres économiques (inflation, baisse du pouvoir d'achat, dévaluation de la monnaie, crise humanitaire, etc.).

## SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois	Indicateurs		Données brutes		Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRDX	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Févr-16	99,4	-0,30%	-0,2 %	Insee	
			Avr-16	1,43	[2,1%]	-[10,6%]	Préfecture/Dieccte	
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	Demandeurs d'emploi (DEPM A)	Févr-16	23 180	[1,2%]	[2,4%]	Pôle emploi	
			Févr-16	20 330	[-2,0%]	[12,3%]	Caf	
			Févr-16	11,0 M€	[-4,2%]	[4,3%]	Caf	
			Cumul	22,5 M€		[3,2%]		
	CONSUMMATION	Importations de biens de consommation (BC) (2)	Févr-16	13,9 M€	9,1%	0,8%	Douanes	
			Cumul	25,3 M€		2,2%		
	INVESTISSEMENT	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Mars-16	371	-7,1%	-4,7%	Somafi	
			Cumul	1 005		1,7%		
Févr-16			29,2 M€	30,7%	14,9%	Douanes		
COMMERCE EXTERIEUR	Importations de biens d'équipement (BE) (2)	Cumul	56,6 M€		7,8%			
		Mars-16	79	0,4%	-1,7%	Somafi		
		Cumul	201		-0,1%			
SPATIAL	Exportations (2)	Févr-16	8,0 M€	-51,8%	2,1%	Douanes		
		Cumul	23,5 M€		54,5%			
		Févr-16	88,8 M€	-4,8%	-1,9%	Douanes		
		Cumul	186,4 M€		7,9%			
INDICATEURS SECTORIELS	BTP	Tirs effectués	Cumul à Mars-16	2 tirs (2 Ariane 5)		1 tir à Mars-15	Arianespace	
			Cumul à Mars-16	2 satellites		3 satellites		
	INDUSTRIE	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Mars-16	8 534 tonnes	-6,5%	45,0%	Ciments guyanais	
			Cumul	25 884 tonnes		46,9%		
			Févr-16	44 kilos	-64,5%	-59,1%	Douanes	
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	Exportations d'or en volume (2)	Cumul	150 kilos		-39,0%		
			Févr-16	1,2 M€	-80,9%	-71,8%	Douanes	
			Cumul	4,4 M€		6,3%		
	TOURISME	Exportations d'or en valeur (2)	Mars-16	1 246,32 \$	[4,1%]	[5,7%]	London Bullion Market Assoc./AFD	
			Févr-16	36 tonnes	16,7%	-900,3%	Douanes	
Cumul			52 tonnes		113,5%			
AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	Exportations de crevettes (2)	Févr-16	13 tonnes	-48,6%	-47,1%	Douanes		
		Cumul	76 tonnes		-10,1%			
		Déc-15	40 902	2,3%	1,7%	CCIRG		
		Cumul	463 085		3,3%			

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

## ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

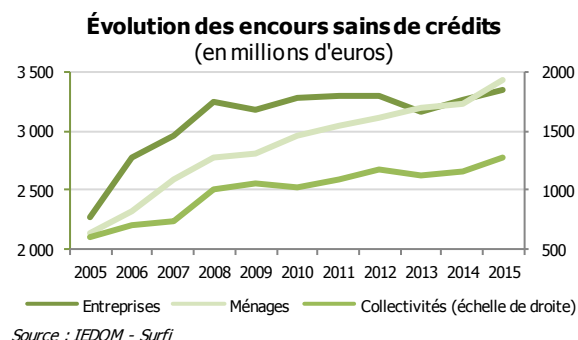
### Encours de crédits en 2015 : regain d'activité financière

En 2015, l'activité de financement gagne en dynamisme, l'encours sain de crédits s'établissant globalement à 8,6 milliards d'euros (+5,7 %, contre +2,3 % en 2014).

Ce regain d'activité est en grande partie imputable aux ménages dont l'encours sain enregistre une hausse de 6,7 %, à 3,4 milliards d'euros. Dans un contexte de baisse des taux d'intérêts, les encours des crédits à la consommation, comme des crédits à l'habitat, affichent des taux de croissance soutenus (+9,7 % et +5,6 % respectivement).

L'encours sain des crédits aux entreprises progresse plus modérément, à 3,3 milliards d'euros (+2,4 %), tiré par les crédits à l'investissement dont l'encours augmente de 13,1 %.

Les collectivités locales participent également au rebond de l'activité financière. Fin décembre, leur encours sain s'élevait à 1,3 milliard d'euros, en hausse de 11,1 % sur l'année.

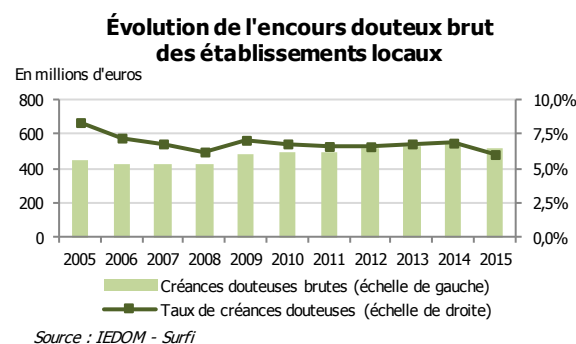


### Créances douteuses : amélioration de la qualité des portefeuilles

Conséquence de la poursuite des efforts opérés par les banques pour assainir leurs portefeuilles de crédits, le niveau des créances douteuses brutes recule, à 575 millions d'euros à fin décembre (-2,9 % par rapport à 2014), portant le taux de créances douteuses à 6,3 % (-0,5 point sur un an).

La baisse est encore plus marquée sur les seuls établissements installés localement pour lesquels les créances douteuses diminuent de 5,9 %, à 515 millions d'euros. Leur taux de créances douteuses est ainsi ramené à 6,0 % (-0,8 point).

Des informations complémentaires sont disponibles dans la publication *Évolutions monétaires à la Martinique au 31 décembre 2015*, en ligne sur [le site internet](#) de l'agence IEDOM de Fort-de-France.



## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

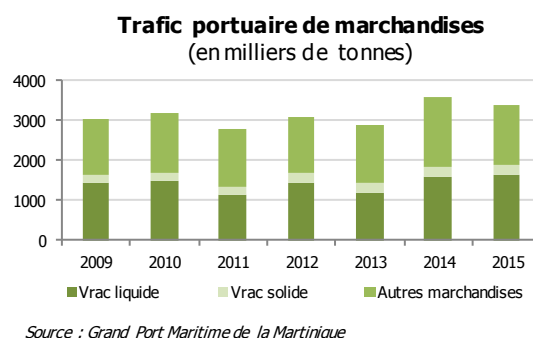
### Activité portuaire 2015 : des résultats mitigés

Après un rebond marqué en 2014, le trafic global de marchandises du Grand Port Maritime de la Martinique (GPMLM) recule, à 3,4 millions de tonnes en 2015 (-4,8 %).

Le trafic des marchandises non conditionnées en conteneurs, dites « en vrac », progresse à 1,9 million de tonnes (+3,4 %). Dans le détail, le port enregistre un tonnage record de vrac liquide en 2015. À 1,6 million de tonnes, le trafic a augmenté de 4,2 % sur un an, porté par la hausse des entrées de pétrole brut (+11,3 %). Malgré une bonne orientation du trafic de céréales (+4,5 %) et de clinker (+3,4 %), l'activité sur les vracs solides est globalement en repli (-1,4 %), en lien avec le recul du trafic d'engrais (-13,3 %) et des « autres produits » (-34,7 %).

La tendance globale est néanmoins orientée à la baisse du fait de la contraction du trafic de marchandises hors vrac, à 1,5 million de tonnes (-13,3 %). En effet, le nombre de conteneurs recule de 7,4 %, avec une baisse importante de l'activité de transbordement, divisée par deux entre 2014 et 2015.

Il s'agit toutefois d'une année satisfaisante pour le GPMLM, le tonnage total sur l'année 2015 étant l'un de ses meilleurs résultats, après le record d'activité de l'année de 2014.



## Hydrocarbures : bonne tenue de la consommation en 2015

Pour la première fois depuis 2010, les volumes d'hydrocarbures mis à la consommation sur le marché martiniquais ont progressé (+8,9 %) en 2015, s'élevant ainsi à 491 milliers de tonnes métriques.

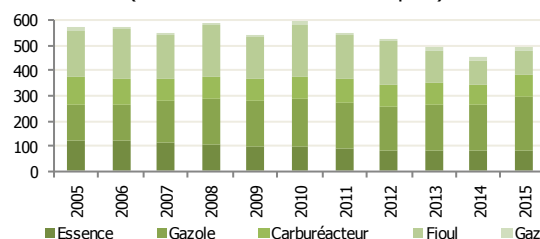
Les carburants routiers (super sans plomb et gazole route) représentent 60 % des hydrocarbures mis à la consommation. Ils progressent de 12,3 % par rapport à 2014, tirés en particulier par les ventes de gazole (+16,9 %) dont le prix a diminué de 17,5 % sur l'année.

La consommation de fioul, qui représente 20,4 % des volumes mis à la consommation localement, est également en hausse (+7,5 %).

Les ventes de fioul, destinées principalement aux entreprises industrielles, sont en augmentation. Le marché du fioul domestique (FOD, Fuel Oil Domestique) progresse de 19,5 % par rapport à 2014, signe probable d'une amélioration de l'activité économique. De plus, les ventes intérieures de fioul affecté à la production d'électricité par EDF (fuel EDF) progressent de 6,2 % sur l'année.

Enfin, les ventes intérieures de carburéacteur enregistrent un léger rebond (+0,8 %), après la baisse enregistrée en 2014 (-2,9 %).

**Hydrocarbures mis à la consommation locale**  
(en milliers de tonnes métriques)



Source : SARA

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### La Martinique, membre officiel de l'OECE

Le 7 avril 2016, à Sainte-Lucie, Philippe Seigneurin, Premier conseiller de l'ambassade de France auprès des Etats membres de l'OECE (Organisation des États de la Caraïbe orientale), a présenté les instruments d'adhésion de la Martinique au directeur général de l'organisation, Dr Didacus Jules. La Martinique quitte donc le statut de membre associé, qu'elle avait obtenu en février 2015, pour devenir membre officiel de l'OECE, et renforce ainsi sa présence dans la région.

## PRINCIPAUX INDICATEURS

### INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 2015)	- février 2016	99,9	+0,1 %	+0,3 %
<b>Chômage</b> (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- février 2016	43 290	-0,2 %	-2,9 %
<b>Allocations chômage</b> (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- décembre 2015	22 675	-1,5 %	-0,8 %
<b>RSA</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés <i>Données non consolidées</i>	- octobre 2015	43 172	-0,1 %	+2,7 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- décembre 2015	252,8	+10,9 %	-4,3 %
	Hors produits pétroliers	- décembre 2015	199,4	+4,6 %	-1,3 %
	Exportations (millions d'euros)	- décembre 2015	46,0	+35,5 %	+2,4 %
	Hors produits pétroliers	- décembre 2015	17,7	+4,9 %	+13,5 %
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Taux de couverture mensuel	- décembre 2015	18,2 %		+1,2 pt
	Hors produits pétroliers	- décembre 2015	8,9 %		+1,2 pt
<b>Indicateurs de vulnérabilité</b> (source : IEDOM)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- février 2016 - cumul annuel	43,9 91,5	-7,6 %	-2,9 % +1,6
	Personnes physiques en interdiction bancaire	- mars 2016	15 465	-2,1 %	-1,0 %
	Personnes morales en interdiction bancaire	- mars 2016	2 361	-0,9 %	-3,2 %

### INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : SAMAC)	Nombre de passagers (hors transit)	- mars 2016	191 967	+9,5 %	+25,8 %
		- cumul annuel	543 539		+18,3 %
<b>Trafic maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- janvier 2016	92 464	+109,6 %	+78,4 %
		- cumul annuel	-		-
<b>Construction</b> (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- mars 2016	15 002	+11,7 %	-7,6 %
		- cumul annuel	42 103		-3,3 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- mars 2016	924	+23,0 %	-6,5 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- mars 2016	184	+39,4 %	+4,0 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		3 219		+5,0 %

# ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

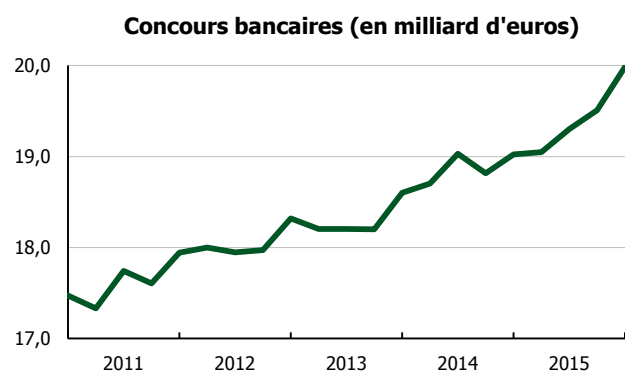
## L'embellie économique se poursuit en 2015 et repousse le haut du cycle

L'embellie économique observée en 2014 (croissance de +3,1 % selon Cerom) se confirme en 2015 et gagne même en vigueur tout au long de l'année. Le scénario d'un haut de cycle qui aurait déjà été atteint en fin d'année 2014 ne s'est pas matérialisé, au profit d'une poursuite de l'amélioration.

Les moteurs de ce raffermissement conjoncturel restent assez semblables à ceux de 2014 : une inflation historiquement basse et des taux d'intérêt exceptionnellement faibles, créant des conditions favorables pour une consommation robuste et un déploiement de l'investissement. La montée en puissance du chantier de la Nouvelle route du littoral se fait également ressentir et constitue, logiquement, un levier important. Par ailleurs, le regain d'activité du système bancaire, les mesures en faveur des entreprises (CICE, prime à l'embauche du premier salarié, etc.), ainsi que le début de reprise économique en métropole semblent engendrer des effets positifs sur la confiance et l'environnement économique général.

La Note Expresse « Synthèse 2015 » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

## L'activité bancaire bien orientée en 2015



Source : IEDOM, Surfi

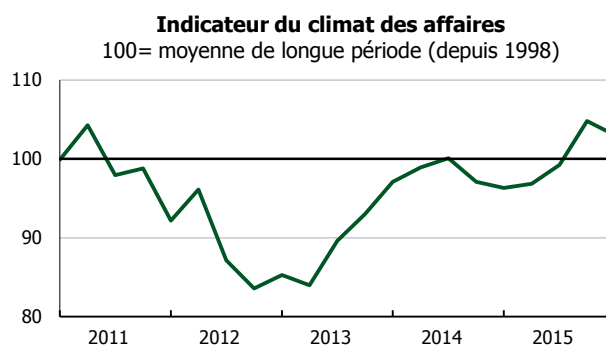
Les actifs financiers font apparaître une appétence marquée des agents économiques pour une plus grande liquidité de leurs avoirs, dans un contexte de taux de rémunération particulièrement bas. Les comptes de dépôt à vue continuent de progresser très rapidement (+11,7 % en 2015, après +12,0 % l'année précédente). Ils bénéficient notamment de la hausse des disponibilités détenues par les sociétés non financières (+16,4 % en glissement annuel à fin décembre 2015).

L'épargne à long terme progresse également de 4,5 %, tirée par le regain d'intérêt enregistré pour les plans d'épargne logement et les placements en assurance-vie. En revanche, les placements liquides ou à court terme, peu rémunérateurs, reculent significativement.

Les Infos financières « Évolutions monétaires au 31 décembre 2015 » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

## Hausse des crédits aux entreprises en 2015

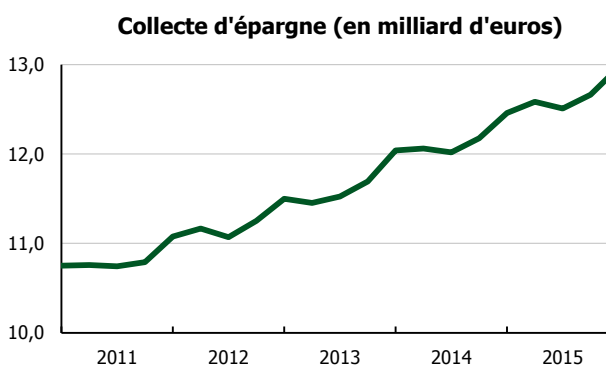
A fin décembre 2015, l'encours total des crédits aux entreprises réunionnaises déclaré au Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteint 9,9 milliards d'euros, en hausse de 3,0 % sur un an. Les crédits mobilisés, qui représentent 83,1 % du total, augmentent de 5,1 %. En rajoutant les encours déclarés sur les collectivités locales, les risques totaux déclarés au SCR s'élèvent à 13,6 milliards d'euros fin 2015.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

L'activité bancaire est bien orientée en 2015, avec des hausses de 5,0 % des crédits à l'économie en glissement annuel à fin décembre, et de 4,1 % des placements des agents économiques. L'activité de financement bénéficie d'une croissance de 4,7 % des encours de crédits consentis aux entreprises, en augmentation tout au long de l'année. Ce sont les crédits d'exploitation qui progressent le plus sensiblement (+10,3 %). L'encours des crédits consentis aux collectivités locales s'inscrit également en nette hausse (+14,6 %), portée par le chantier de la Nouvelle route du littoral et la gestion active de la dette par certaines collectivités locales.

Par ailleurs, La croissance des concours consentis aux ménages s'accélère par rapport à fin juin 2015 mais reste sur un rythme modéré (+2,2 %).



Source : IEDOM, Surfi



## BRÈVES ÉCONOMIQUES

## LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

		Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Insee, base 2015)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion <i>Mars 2016</i>	99,3	-0,1 %	+0,2 %
	IPC France entière	100,0	+0,7 %	-0,1 %
<b>Octroi de mer</b> (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros) <i>Mars 2016</i>	25 665	+6,7 %	-3,3 %
	Cumul (milliers d'euros)	73 083	-	+2,7 %
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations (millions d'euros) <i>Décembre 2015</i>	422,9	-0,8 %	+3,1 %
	Cumul (millions d'euros) <i>Cumul décembre</i>	4 691,4	-	+0,4 %
	Exportations (millions d'euros) <i>Décembre 2015</i>	42,0	+26,9 %	+8,2 %
	Cumul (millions d'euros) <i>Cumul décembre</i>	294,4	-	+3,5 %
<b>Demandeurs d'emploi</b> (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS) <i>Février 2016</i>	138 560	+0,5 %	2,2 %

## LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

		Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds <i>Février 2016</i>	122 356	44,7 %	+4,9 %
	Cumul <i>Cumul février</i>	343 532	-	+1,3 %
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> (Insee)	Nombre de nuitées <i>4<sup>e</sup> trimestre 2015</i>	324 800	+35,1 %	+14,4 %
	Cumul <i>Cumul décembre</i>	1 025 100	-	+11,0 %
<b>Construction</b> (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros) <i>Décembre 2015</i>	23 934	-	+7,1 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes) <i>Décembre 2015</i>	350,2	-	+10,9 %
	Effectifs salariés du BTP <i>Février 2016</i>	16 157	+3,4 %	+2,7 %

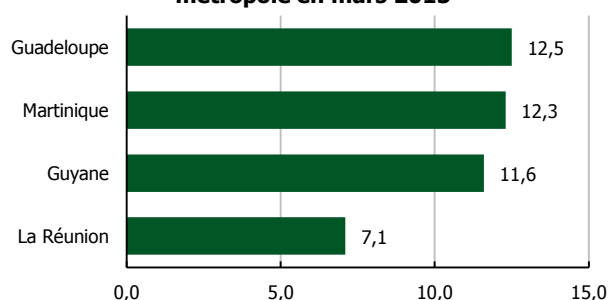
## Augmentation du nombre de projets d'embauches pour 2016

Selon l'enquête « besoins en main-d'œuvre » (BMO) réalisée par le Pôle Emploi et le Crédoc, 28 % des établissements de La Réunion, soit 6 800 employeurs potentiels, ont l'intention de recruter en 2016. Ainsi, 26 200 recrutements sont envisagés par les employeurs réunionnais, ce qui correspond à une progression de 16 % par rapport à 2015. Cette hausse se concentre dans les services aux particuliers (principalement pour le secteur public et les associations), avec la moitié des projets de recrutement. Un emploi sur quatre serait à caractère saisonnier, principalement dans l'agriculture et l'industrie agroalimentaire. En outre, un quart des projets paraît jugé difficile à concrétiser par les employeurs en 2016, en raison de candidatures aux profils inadéquats ou en nombre insuffisant.

Les résultats de l'enquête sont disponibles sur le [site de Pôle Emploi](#).

## Les prix à La Réunion supérieurs de 7,1 % à ceux de la métropole

## Écarts de prix moyen entre les DOM et la métropole en mars 2015



Source : Insee, enquête de comparaison spatiale de prix 2015.

En %

En mars 2015, le niveau général des prix à la consommation ressort plus élevé dans les départements d'outre-mer qu'en France métropolitaine. Il est supérieur de 12,5 % en Guadeloupe, 12,3 % en Martinique, 11,6 % en Guyane, et 7,1 % à La Réunion. À Mayotte, il dépasse celui de la métropole de 6,9 % sur un champ d'étude plus restreint.

Un ménage métropolitain résidant à La Réunion verrait son budget augmenter de 10,6 %, tout en conservant ses habitudes de consommation métropolitaines. À l'inverse, le coût du panier de consommation d'un ménage réunionnais baisserait de 3,6 %, s'il achetait ses produits aux prix pratiqués en France métropolitaine. Ces écarts de prix sont en grande partie imputables aux produits alimentaires.

## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

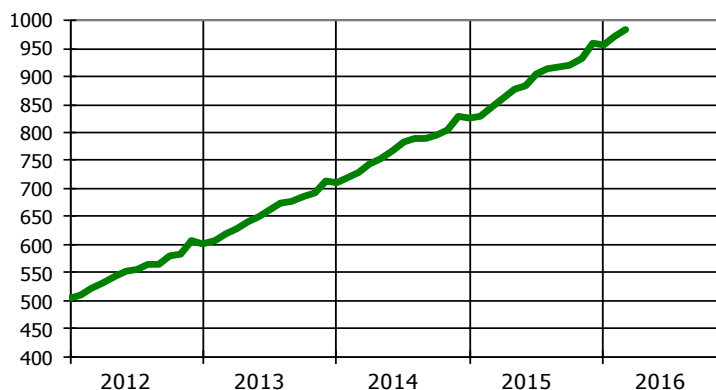
### Les émissions nettes cumulées de billets

En mars 2016, les émissions nettes cumulées de billets ont augmenté de 13,6 millions d'euros, après une hausse de 13,3 millions le mois précédent. Elles s'établissent à 983,6 millions d'euros, soit une progression annuelle de 16,2 %.

Le nombre de billets émis en mars est constitué à 69,3 % par la coupure de 50 € (qui représente 63,5 % de la valeur globale de l'émission nette de billets).

La hausse de l'émission nette ayant été plus marquée en nombre qu'en valeur, la valeur moyenne du « billet circulant » dans l'île s'est donc dépréciée de 2 centimes pour s'établir à 54,60 € au 31 mars 2016.

Émissions nettes cumulées de billets (en millions d'euros)



Source : IEDOM

## BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

### Mise en place d'un dispositif d'accompagnement pour la comptabilité des petites entreprises

Afin d'accompagner les entreprises mahoraises dans la transition fiscale que traverse le Département, le Centre de gestion agréé de Mayotte (CGAM) a mis en place un dispositif d'aide afin de les initier à la tenue d'une comptabilité, leur faire connaître leurs obligations fiscales et sociales et les documents normalisés à fournir aux organismes compétents. Le dispositif permet également d'assurer un suivi régulier dans le but de vérifier la bonne mise en pratique des enseignements prodigués. Il s'adresse à tous les secteurs d'activité mais se limite aux entreprises individuelles ne dépassant pas le seuil du régime fiscal de la micro-entreprise (81 200 € pour les exploitants et 32 900 € pour les prestataires de services). Le coût du dispositif s'élève à 400 € annuel la première année, la moitié à la charge de l'entreprise, le reste financé par une aide de l'État. Si 80,0 % des entreprises mahoraises sont des petites entreprises, le CGAM porte l'ambition d'accompagner 500 petites entreprises. Actuellement, 165 entreprises sont accompagnées sur les 200 ayant déposé un dossier au CGAM.

### Un nouveau Bouclier qualité-prix (BQP)

Les négociations entre le Préfet et les représentants de la grande distribution ont permis de conclure sur la signature d'un accord mettant en place une nouvelle liste de produits pour le BQP. Composée de 78 produits, cette nouvelle liste s'élève à un prix global de 214,0 €, soit 1€ de moins que le BQP 2015. Le « Panier santé » a également été maintenu et contient 22 produits, son objectif étant toujours de permettre aux consommateurs de bénéficier d'une alimentation diversifiée. Le concours de l'Agence régionale de la santé (ARS) a été sollicité pour définir ce « Panier santé » qui met en avant les produits nutritionnellement équilibrés.

### Journée d'information sur les aides à l'emploi

Pôle emploi a organisé une journée d'information dédiée aux professionnels afin de préciser les différents dispositifs d'aide à l'embauche disponibles à Mayotte. Il a principalement été question de la présentation des contrats aidés, comme le CUI ou le CIE, pour lesquels une aide est apportée à l'entreprise afin qu'elle puisse recruter et accompagner des jeunes vers l'emploi. La démarche de Pôle emploi consistait surtout à créer des synergies entre leur mission d'accompagnement aux demandeurs d'emploi et les possibilités offertes aux entreprises pour créer de l'emploi.

### Installation de 2 nouvelles institutions pour l'insertion et l'emploi

Dans le courant du mois de mars, deux nouvelles institutions pour l'insertion et l'emploi ont été installées à Mayotte. Il s'agit de la Commission départementale de l'emploi et de l'insertion (CDEI) et du Conseil départemental de l'insertion par l'activité économique (CDIAE). La CDEI, présidée par le Préfet, poursuit l'objectif de mettre en œuvre les orientations de la politique publique de l'emploi et de l'insertion professionnelle ainsi que toutes les décisions du gouvernement en cette matière. Le CDIAE, également présidé par le Préfet, est quant à lui une instance de pilotage et de consultation en matière d'intervention publique dans le domaine de l'insertion par l'activité économique.

## Évolution du régime d'indemnisation

En réunion le 24 mars à Paris, les partenaires sociaux ont signé une convention relative à l'indemnisation du chômage à Mayotte ainsi que ses accords d'application. Ces textes, signés par l'ensemble des organisations patronales et syndicales, entreront en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> mai 2016 pour une durée de 3 ans. La convention a pour but principal de rapprocher les règles d'indemnisation spécifiques à Mayotte au régime général applicable dans les autres départements, avec un alignement progressif d'ici 2026. Les changements apportés dans l'accord devraient entraîner une meilleure couverture des chômeurs à Mayotte. À compter de mai 2016, 1 000 personnes supplémentaires pourraient bénéficier des allocations et la durée minimale d'affiliation est réduite de 9 à 6 mois. La durée maximale d'indemnisation est désormais calculée selon le principe du régime général : « 1 jour d'affiliation donne droit à 1 jour indemnisé ». Le texte vise également l'équilibre financier de l'assurance chômage à Mayotte. Les contributions devraient ainsi progresser en parallèle des dépenses d'allocations.

## PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		févr.-16	117,8	-0,4%	0,3%
<b>Chômage</b> (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		déc.-15	11 547	0,1%	12,9%
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-15	47 149	22,9%	32,7%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	déc.-15	496 069	-	5,5%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-15	466	-29,5%	27,3%
		cumulées	déc.-15	8 107	-	12,0%
	Taux de couverture	mensuel	déc.-15	0,99%	-0,73 pt	-0,04 pt
		cumulé	déc.-15	1,63%	-0,07 pt	0,10 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils <sup>(1)</sup>	mensuels	déc.-15	708	60,9%	15,3%
		cumulés	déc.-15	5 579	-	-0,4%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	déc.-15	29 374	60,0%	-0,7%
		cumulés	déc.-15	303 197	-	0,7%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	déc.-15	23,2	-7,4%	18,5%
		cumulés	déc.-15	318,3	-	-7,1%
<b>BTP</b> (Source : Douanes)	Importations de ciment <sup>(2)</sup> (en tonnes)	mensuelles	déc.-15	16 383	775,8%	848,5%
		cumulées	déc.-15	99 012	-	29,2%
<b>Electricité</b> (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		déc.-15	41 832	0,3%	2,8%
	Consommation <sup>(3)</sup> (en Mwh)	cumulée	déc.-15	288 942	-	5,6%
<b>Hydrocarbures</b> (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	déc.-15	12 086	7,2%	5,2%
		cumulée	déc.-15	129 059	-	5,8%
<b>Automobile</b> (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles	déc.-15	304	57,5%	33,9%
		cumulées	déc.-15	2 742	-	4,7%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels	déc.-15	484	11,3%	-42,7%
		cumulées	déc.-15	6 381	-	-32,7%
<b>Poissons d'élevage</b> (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	déc.-15	0,7	-20,0%	-76,0%
		cumulées	déc.-15	17,3	-	19,4%
	- en milliers euros	mensuelles	déc.-15	6,6	-20,7%	-76,8%
		cumulées	déc.-15	167,1	-	11,4%

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Publications récentes de l'IEDOM

- ✓ L'IEDOM a publié récemment sa note expresse sur l'économie de la mer à Saint-Pierre-et-Miquelon.

L'analyse de l'Institut d'Émission considère les potentiels de développement de l'économie bleue, qui constituent un enjeu primordial pour l'avenir de l'archipel.



- ✓ Par ailleurs, l'Institut d'Émission publie sa synthèse annuelle, qui s'attache à donner une vision d'ensemble de l'activité économique de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Au regard de l'orientation positive observée en 2014, le bilan de l'année 2015 reste favorable mais il est plus contrasté, certains indicateurs se dégradant sensiblement, notamment au niveau sectoriel.

Retrouvez l'intégralité des publications de l'IEDOM sur le site : <http://www.iedom.fr/saint-pierre-et-miquelon/>

Vous pouvez également vous abonner (gratuitement) aux publications dans la rubrique : Abonnement aux publications (<http://www.iedom.fr/saint-pierre-et-miquelon/abonnement-aux-publications-188/>).

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Le secteur du tourisme soutenu par le 11<sup>e</sup> FED

La dotation de la Commission européenne au titre du 11<sup>e</sup> FED sera de 26,2 millions d'euros, pour la période 2014-2020. Ces fonds ont pour principal objectif d'assurer le développement du tourisme sur l'archipel : développement de la desserte maritime et touristique, préservation du patrimoine bâti, et valorisation des équipements sportifs et culturels.

### Dispositif « Embauche PME » lancé à Saint-Pierre-et-Miquelon

Lors d'une annonce officielle le 18 janvier, le président de la République a annoncé la mise en place d'une nouvelle aide pour les petites et moyennes entreprises. Ce dispositif est effectif depuis le 18 janvier à Saint-Pierre-et-Miquelon. Il s'agit d'une aide financière de l'ordre de 500 euros par trimestre pour les PME qui embauchent un salarié à temps plein payé entre 1 et 1,3 fois le SMIC.

### Un nouveau préfet et un nouveau Secrétaire Général à Saint-Pierre-et-Miquelon

Monsieur Henri JEAN a été nommé préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon le 2 mars en conseil des ministres et a pris ses fonctions fin mars. Monsieur JEAN était sous préfet de Dunkerque depuis octobre 2012. Il remplace dans ses fonctions Monsieur Jean-Christophe BOUVIER. Monsieur Afif LAZRAK a été nommé Secrétaire Général de la préfecture. Monsieur LAZRAK était sous-préfet de l'arrondissement de Gourdon, dans le Lot, depuis juin 2014, avant de prendre ses fonctions fin avril sur l'archipel.

### Baisse générale des prix des carburants à compter du 1<sup>er</sup> février

La préfecture a annoncé dans un communiqué de presse, une nouvelle baisse des prix publics des carburants à compter du 1<sup>er</sup> février. Celle-ci fait suite à la baisse annoncée en octobre 2015. Sur les deux dernières années, le prix de l'essence à la pompe a chuté de 25 %. Ce dernier se retrouve ainsi à un niveau proche de sa valeur d'avant 2009, qui a marqué le début de l'envolée des cours du pétrole.

### Croissance bleue : moteur potentiel de l'économie

Pour la 2<sup>e</sup> année, les Rencontres parlementaires de la Mer et du Littoral se sont déroulées le 9 janvier à Paris. Les discussions ont essentiellement porté sur les potentiels de l'économie bleue pour l'économie française, tels que les énergies marines, les activités de la pêche, la construction navale, ou encore le tourisme.

### Mission de la Direction générale du Trésor public sur l'archipel

L'examen juridique de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne (UE) s'est achevé le 29 février 2016. Bien que l'archipel, en tant que Pays et Territoire d'Outre-mer, ne fasse pas partie du territoire douanier de l'UE et n'est par conséquent pas directement concerné par cet Accord, la Direction générale du Trésor public est venue en mission à Saint-Pierre-et-Miquelon afin d'identifier les opportunités et les points de vigilance qui se dégageraient d'un tel accord. L'objectif était de cerner les impacts potentiels, pour les acteurs économiques locaux, de la signature d'un accord de libre-échange entre les deux principaux partenaires commerciaux de l'archipel.

## Des nouveaux navires-ferries pour l'archipel

Afin de favoriser le développement du tourisme sur l'archipel, deux navires-ferries ont été commandés par la Collectivité territoriale auprès du Néerlandais Damen, pour un montant total de 26 millions d'euros. Ces navires devraient présenter une souplesse, une fluidité et une régularité de trafic plus grandes que celles qu'offre le navire actuel. Le premier devrait être livré en juin 2017, le second en septembre de la même année.

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Ralentissement de la croissance du PIB canadien

Le rythme de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel a fortement ralenti entre le 3<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> trimestre 2015, passant de +2,4 % à +0,8 %. Cette évolution est en partie attribuable à une diminution de la production industrielle de 4,1 %, couplée à la forte baisse des prix du pétrole tout au long de l'année 2015. Ce sont l'agriculture, le secteur public et le commerce qui ont contribué en très grande partie à la croissance de ce 4<sup>e</sup> trimestre, alors que les secteurs liés à l'exploitation des ressources naturelles et à la construction sont en repli.

Cette tendance se confirme sur l'année, puisque la croissance canadienne est passée de +2,5 % en 2014 à +1,2 % en 2015. La Banque de Développement du Canada prévoit une faible reprise de la croissance en 2016 (+1,4 %), puis une accélération en 2017 (+2,1 %).

Sources : Banque de Développement du Canada, Statistiques Canada

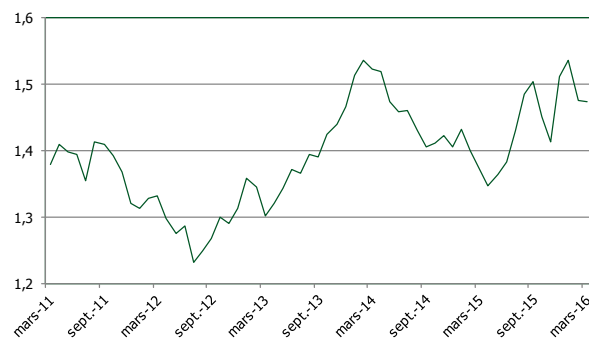
### Dépréciation de l'euro par rapport au dollar canadien

Le taux de change de l'euro est en baisse de 2,5 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2016. Cela intervient après trois périodes consécutives d'appréciation de la monnaie unique, dont un accroissement de 8,6 % au trimestre précédent.

Le taux de change s'établit ainsi à 1,4738 CAD/EUR au 31 mars 2016 contre 1,5116 CAD/EUR au 31 décembre 2015.

L'appréciation relative du dollar canadien par rapport à l'euro est notamment attribuable à l'évolution du cours du baril de pétrole (Brent). En effet, alors que l'année 2015 a été marquée par la baisse du cours, le 1<sup>er</sup> trimestre 2016 s'inscrit en hausse, passant de 36,70 USD au 30 décembre 2015 à 39,57 USD au 31 mars 2016.

Taux de change du dollar canadien pour un euro



Source : banque-France.fr

## PRINCIPAUX INDICATEURS

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation trimestrielle	Variation annuelle
<b>Prix</b> <i>(Source : Préfecture)</i>	Indice des prix à la consommation <i>Base 100 en 1998</i>	déc-15	-	-0,4%	+0,7%
<b>Emploi</b> <i>(Source : DCSTEP)</i>	Nombre de demandeurs d'emploi (catégories A et B)	déc-15	257	22,4%	-+4,1%
	Nombre de demandeurs d'emploi (toutes catégories)	déc-15	398	18,1%	+22,1%
<b>RSA</b> <i>(Source : CPS)</i>	Nombre de bénéficiaires	déc-15	41	0,0%	+10,8%
	Nombre de personnes à charge	déc-15	70	-5,4%	1,4%
<b>Commerce extérieur</b> <i>(Source : Douanes)</i>	Importations (milliers d'euros)	déc-15	25 142	58,1%	11,0%
	Exportations (milliers d'euros)	déc-15	nd	nd	nd
	Déficit commercial (milliers d'euros)	déc-15	nd	nd	nd

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	Variation trimestrielle	Variation annuelle
<b>Pêche Artisanale</b> <i>(Source : Pôle Maritime)</i>	Débarquements (en tonnes)	déc-15	622	+25,7%	+149,8%
<b>Pêche Industrielle</b> <i>(Source : Pôle Maritime)</i>	Débarquements (en tonnes)	déc-15	57	ns	-88,7%
<b>Trafic aéroportuaire</b> <i>(Source : Aviation civile)</i>	Nombre de passagers (arrivées + départs)	déc-15	8 425	-15,2%	6,4%
	Mouvements d'avions	déc-15	673	-11,2%	-12,4%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	déc-15	76	61,7%	+18,8%

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	0,00%	date d'effet	16/03/2016
Taux de la facilité de prêt marginal		0,25%		16/03/2016
Taux de la facilité de dépôt		-0,40%		16/03/2016

Taux d'intérêt légal 1er semestre 2016 - JORF du 27/12/2015

Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :	4,54%	Livret A et bleu	0,75%	LDD	0,75%	LEP	1,25%	PEL*	1,50%	CEL*	0,50%
Autres cas :	1,01%							* hors prime d'Etat			

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

Décembre	Janvier	Février	Mars	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
-0,1270%	-0,2280%	-0,2270%	-0,3030%	-0,3340%	-0,2440%	-0,1320%	-0,0050%

Taux moyen mensuel des emprunts d'État à long terme (TME)

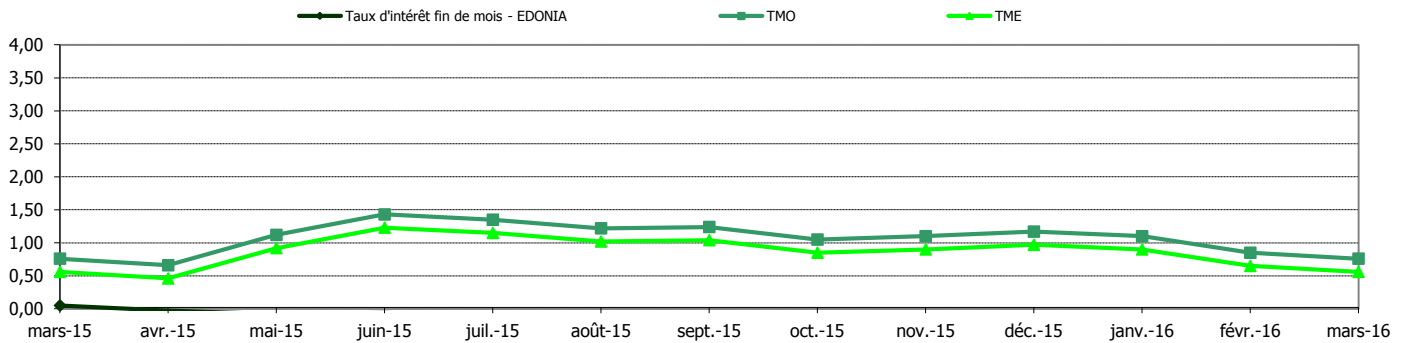
Décembre	Janvier	Février	Mars	Décembre	Janvier	Février	Mars
0,97%	0,90%	0,65%	0,56%	1,17%	1,10%	0,85%	0,76%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1<sup>er</sup> avril 2016)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>			
Prêts à taux fixe	4,05%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,17%
Prêts à taux variable	3,55%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,92%
Prêts-relais	4,25%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,33%
<b>Autres prêts</b>		Découverts en compte	13,37%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	20,05%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,73%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	13,20%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	7,63%	Découverts en compte	13,37%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

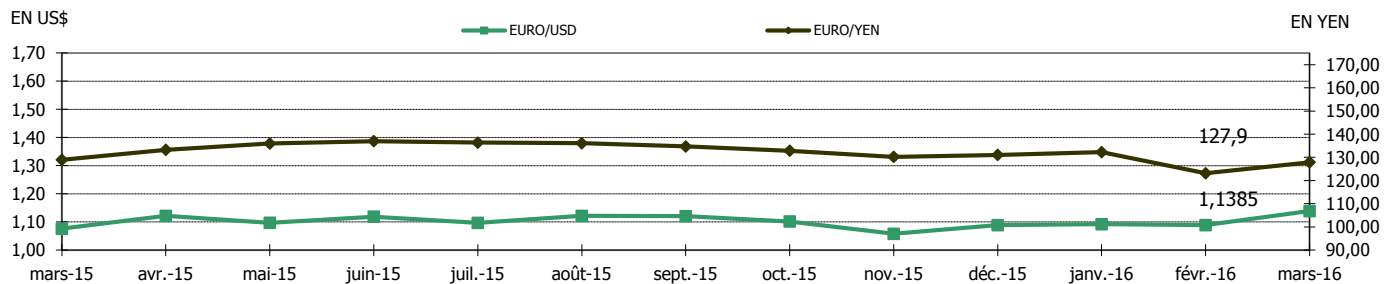
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (États-Unis)	1,1385	EURO/ZAR (Afrique du Sud)	16,7866	EURO/SRD (Surinam)	5,8115
EURO/JPY (Japon)	127,9000	EURO/BWP (Botswana)	12,3362	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,04
EURO/CAD (Canada)	1,4738	EURO/SCR (Seychelles)	15,3407	EURO/DOP (Rép. Dom.)	52,1029
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7915	EURO/MUR (Maurice)	40,0914	EURO/BBD (La Barbade)	2,2759
EURO/SGD (Singapour)	1,5304	EURO/BRL (Brésil)	4,1174	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,5099
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,8282	EURO/VEF (Vénézuéla)	11,3657	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3654,0947	EURO/XCD (Dominique)	3,0726	EURO/FC (Comores)	491,96775

Évolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : H. GONSARD

Éditeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé en avril 2016 - Dépôt légal : avril 2016 - ISSN 2427-9781 (en ligne)